

**N° DP 24/102**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N°1 AU MARCHÉ 04RL23-230124 - ACBC DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS D'OUVRAGES D'ADDUCTION D'EAU ET LEURS OUVRAGES ANNEXES - LOT 2 : TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS D'ADDUCTION D'EAU OUVRAGES NON CIRCULAIRES ET OUVRAGES ANNEXES**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que l'accord cadre peut-être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles,

**VU** l'accord cadre n°04RL23 portant sur les travaux d'entretien et de grosses réparations d'ouvrages d'adduction d'eau et leurs ouvrages annexes, lot 1 : Travaux d'entretien et de grosses réparations adduction d'eau ouvrages non circulaires et ouvrages annexes, a été attribué au groupement GUINTOLI SAS/NGE GENIE CIVIL SAS/SADE CGTH représentée par M. David JACQUEMIN pour une durée d'1 an reconductible 3 fois avec pour seuil annuel minimum de 200 000 € HT et seuil maximum de 800 000 € HT et notifié le 12/04/2023,

**VU** le projet d'avenant n°1 annexé,

**CONSIDERANT** qu'en premier lieu, il a été constaté une incohérence dans la rédaction de la clause de révision du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ne permettant pas de l'appliquer correctement,

**CONSIDERANT** que la rédaction de l'article 8.2 « Modalités de variation des prix » du CCAP est reprise et rédigée telle que la révision puisse être appliquée : « Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

La date de début d'exécution des travaux prescrite dans le bon de commande définit la période de révision applicable à l'ensemble des travaux de ce bon de commande »,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'avenant n°1 à l'accord cadre n°04RL23-230124 prenant en compte les nouvelles dispositions du CCAP.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget annexe de l'eau – Section Investissement – Article 21531.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



1 1/2 1/2 1/2

## MARCHE N°04RL23

### ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS D'OUVRAGES D'ADDUCTION D'EAU ET LEURS OUVRAGES ANNEXES – lot 2 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS D'ADDUCTION D'EAU OUVRAGES NON CIRCULAIRES ET OUVRAGES ANNEXES

## AVENANT N° 1

#### A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD CADRE

<b>Etablissement Public :</b>	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par le Président en exercice, dûment habilité,
<b>Direction :</b>	DGST TP – Direction de l'Eau et de l'Assainissement,
<b>Titulaire Initial de l'accord cadre :</b>	Groupement <u>GUINTOLI SAS/NGE GENIE CIVIL SAS/SADE CGTH</u> est représenté par M. David JACQUEMIN, Mail : <a href="mailto:azur@guintoli.fr">azur@guintoli.fr</a>
<b>Date de notification :</b>	12/04/2023,
<b>Durée de l'accord cadre :</b>	1 an reconductible 3 fois, soit 4 ans,
<b>Seuil de l'accord cadre :</b>	Mini 200 000.00 € HT / Maxi 800 000.00 € HT,
<b>Imputation budgétaire :</b>	Budget annexe de l'eau – Opération 40004 Section Investissement – Article 21531,
<b>Nature de l'acte modifiant</b>	
<b>L'accord cadre :</b>	Clarification de l'application de la formule de révision de prix,

Annexe : Néant.

## ENTRE LES SOUSSIGNES

Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

David JACQUEMIN agissant au nom et pour le compte du Groupement solidaire GUINTOLI SAS/NGE GENIE CIVIL SAS/SADE CGTH

## IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

### B - OBJET DE L'AVENANT n°1

#### Article 1 : Clarification de l'application de la formule de révision de prix

Il a été constaté une incohérence dans la rédaction de la clause de révision du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ne permettant pas de l'appliquer correctement.

En effet, l'article 8.2 « Modalités de variation des prix » du CCAP est rédigé tel que :

« Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Lots	Formules
1 et 2	$C_n = TP10a(n) / TP10a(o)$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le mois « n » retenu pour l'établissement des prix est le mois d'exécution des travaux.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. »

La deuxième phrase renvoie à une référence du mois « n » différente de la première, ce qui rend impossible le calcul de la révision.

Aussi, la rédaction de cet article 8.2 du CCAP est clarifiée dans sa rédaction, tel que :  
 « Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro " .  
 Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Lots	Formules
1 et 2	$C_n = TP10a(n) / TP10a(o)$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

**Les prix à payer sont ceux figurant au bordereau des prix applicable à la date du début d'exécution des travaux fixée au bon de commande.**

## **Article 2 : Impact financier**

Cet avenant n°1 n'a pas d'impact financier sur les masses minimum et maximum de l'accord cadre.

## **Article 3 : Durée**

Cet avenant n°1 n'a pas d'impact sur la durée de l'accord cadre.

#### Article 4 : Application des clauses de l'accord cadre modifié

Toutes les clauses de l'accord cadre initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

#### C – SIGNATURES

Fait à Toulon, le 23/01/2024

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée  
Pour le Président et par délégation,  
Le directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour le Groupement solidaire GUINTOLI  
SAS/NGE GENIE CIVIL SAS/SADE CGTH

David JACQUEMIN

GUINTOLI  
ZAC de la République  
83340 LE LUC  
Tél. 04 94 50 11 00 - Fax 04 94 60 77 91  
e-mail : g2u@guintoli.fr  
SAS au capital de 60 000 000 euros  
RCS TARNAGG 447 24 168 - APE 4312F  
SIRET 447 24 168 00015  
N° SIREN 62 427 164 151